

L'UNEF

les anciens de

12, rue du Quatre-Septembre - 75002 Paris

EDITORIAL

Dans la longue histoire de l'UNEF, les années de la guerre d'Algérie resteront assurément comme une des périodes les plus marquantes.

L'UNEF eut alors à relever un véritable défi, mettant en cause son unité, son honneur, voire même son existence.

Cinquante ans après la cessation des combats, il était temps de recueillir les témoignages de ceux qui durent alors assurer, dans des conditions difficiles la responsabilité du mouvement étudiant.

Telle était l'ambition de la journée d'études organisée le 12 octobre à la mairie de Paris par notre association d'anciens et par le bureau actuel de l'UNEF.

Le nombre de participants (une centaine), et la qualité des intervenants ont pour l'essentiel justifié cette tentative.

La voie est ainsi ouverte à de nouveaux projets lors de notre prochaine assemblée générale.

Paul Bouchet



la lettre

n° 14

décembre

2012

SOMMAIRE

p. 2 L'AAUNEF de mai à novembre 2012.

Disparitions : Jean-Paul Egasse ; Roger Burnel.
Une exposition itinérante « mouvements étudiants et guerre d'Algérie ».

p. 3 à 6. Journée d'études de l'AAUNEF : « l'UNEF et la guerre d'Algérie ». 12 octobre 2012

p. 7 Lectures. Eithan Orkibi : *Les étudiants de France et la guerre d'Algérie*.

p. 8 Liste des membres du CA et du bureau.
Mutualité étudiante : rencontre AAUNEF/LMDE ; La naissance de la sécurité sociale étudiante et de la MNEF en bref.

**ASSEMBLEE
GENERALE
DE L'AAUNEF**

**MARDI 19
MARS**

18 H 30

En bref : l'AAUNEF de mai à novembre 2012



Dîner du 7 juin. © Robi Morder

Après la parution de la dernière *lettre de l'AAUNEF*, l'été 2012 a été essentiellement marqué pour l'association par la préparation de la Journée d'études du 12 octobre sur l'UNEF et la Guerre d'Algérie (voir compte-rendu par Robert Chapuis dans le présent bulletin) ; un groupe de travail dédié, coordonné par Robert Chapuis, s'est réuni à plusieurs reprises (5 juin, 5 juillet et

18 septembre) pour préparer cette journée sur le fond comme sur le plan pratique. Une assistance

nombreuse a marqué le succès de cette initiative, qui aura des suites en termes de publication écrite.

Auparavant, l'association avait tenu le 7 juin un "dîner-débat" sur le thème : "Penser les conditions d'autonomie des étudiants : évolution et co-construction de la revendication d'une rémunération des étudiants. (1943-2009)" ; la soirée, ouverte par Emmanuel Porte, (doctorant en sciences politiques, laboratoire Triangle ENS Lyon et Germe), a permis de poursuivre les débats sur un thème toujours d'actualité.

Le conseil d'administration de l'association s'est réuni à cinq reprises, les 9 mai, 5 juillet, 18 septembre, 17 octobre et 26 novembre ; son activité est accompagnée par la diffusion régulière d'un bulletin de coordination (*Info CA AA Unef*).

En ce qui concerne l'information des adhérents, la mise en place du fichier d'adresses électroniques a permis une information plus rapide des adhérents qui en sont munis, mais le carton d'invitation à la journée du 12 octobre a été envoyé à tous les adhérents par courrier postal, à l'instar de la "lettre de l'AA UNEF".

La faiblesse du nombre d'adhérents (au regard des potentialités) de l'association, et son manque afférent de moyens financiers constituent une préoccupation de l'association, et justifient l'appel à adhérer et à contribuer financièrement de la présente lettre (voir feuille intercalaire relative à la prochaine AG).

A noter enfin la date de la prochaine assemblée générale statutaire, le mardi 19 mars 2013, de 18h à 20h30 ; elle se tiendra sans doute à la maison des associations du 3ème arrondissement de Paris. Tous les adhérents sont priés de retenir d'ores et déjà cette date !

Roger Barralis

Une exposition itinérante : « mouvements étudiants et guerre d'Algérie »



P-Y. Cossé sous le regard enregistré de Michel Mondan. ©Robi Morder

Une exposition en 11 panneaux, chronologiques et thématiques, réalisée par la Cité des mémoires étudiantes com-

mence à tourner : après le centre d'histoire sociale, la Maison des initiatives étudiantes, le trimestre s'achève à Paris 10 Nanterre où elle a été inaugurée avec le président d'université et le maire de Nanterre, et à Paris 8 avant de reprendre la route en 2013. A l'occasion de la sortie du livre d'Eithan Orkibi et de sa présence en France, la Cité et le Germe ont organisé avec le Centre d'histoire sociale de l'université Paris 1 une journée le 27 octobre dans laquelle les témoignages

d'anciens acteurs présents physiquement (François Borella, Pierre-Yves. Cossé, Pierre Gaudez, Prisca Bachelet) ou par enregistrement (Mohammed Harbi, Michel. Mondan) ont discuté les introductions des chercheurs sur trois thèmes ; comparaison stratégique UNEF/ UGEMA, le 27 octobre 1960, rapports majo/mino. Les prochains *cahiers du Germe* en rendront compte.

Robi Morder

Disparitions :

Jean-Paul Egasse

Nous avons été informés du décès, le 8 septembre, à l'âge de 84 ans, de Jean Paul Egasse, chirurgien dentiste DFMP, colonel en réserve du service de santé des Armées, commandeur de l'Ordre national du Mérite.

Jean-Paul Egasse avait été président de l'AG dentaire dans les années 1952-1954 ; soutien des présidents Mousseron et Balland, il prononça une grande intervention lors du 43^{ème} Congrès de l'UNEF (archives BDIC) ; je l'avais vu en action à la tête des porte drapeaux lors d'une manifestation patriotique à Rambouillet et lors des diners qu'organisait l'AAUNEF avec Pierre Rostini.

Ses cendres reposent à Limoges dans le caveau de famille.

Roger Burnel,

Lors de la messe d'hommage à Roger Burnel, président de l'UNAF pendant 20 ans le feuillet comporte, notamment, la mention suivante : "Secrétaire général de la JEC et militant syndicaliste étudiant à l'UNEF"

Jacques Delpy

Journée d'études de l'AAUNEF : « L'UNEF et la guerre d'Algérie »

La journée d'étude co-organisée le 12 octobre 2012 par l'Association des Anciens de l'UNEF et par l'UNEF d'aujourd'hui, avec le soutien de la ville de Paris, a rencontré un vrai succès. Plus d'une centaine de participants se sont retrouvés dans l'auditorium de l'Hôtel-de-Ville de Paris, prêté gracieusement par la Mairie.

La journée s'est ouverte sous la présidence de Paul Bouchet, par la lecture d'un message de bienvenue de Bertrand Delanoë, maire de Paris, représenté par son adjoint à la vie étudiante, Didier Guillot. Ensuite, Alain Monchablon (historien, Germe) a présenté une chronologie des événements qui ont marqué entre 1954 et 1962 d'une part la vie politique et sociale, d'autre part la vie de l'UNEF. Un exemplaire en a été remis à chaque participant.



André Larquié, Guy Coq, Paul Bouchet. © Michel Langrognnet

La première table-ronde concernait les rapports entre l'UNEF et l'UGEMA (Union générale des étudiants musulmans algériens) entre 1954 et 1962 : « **une histoire à épisodes** ». Robert Chapuis (vice-président Outre-mer 1955) a rappelé dans quelles conditions s'est créée l'UGEMA, après l'UGET (Tunisie) et l'ANEM (Maroc), alors qu'auparavant n'existait qu'une AEMNA (Association des étudiants musulmans nord-africains) au 115 boulevard Saint-Michel. Dans le contexte de la décolonisation, l'Algérie, avec ses trois départements français, constituait un cas particulier. Le caractère « musulman » de l'UGEMA a correspondu à des raisons circonstancielles pour certains, plus profondes pour d'autres. Soutenue dès sa création par la minorité de l'UNEF, l'UGEMA était liée au FLN. Alors que la majorité changeait à l'UNEF, avec la présidence de Michel de la Fournière en juillet 1956, les « minos » ont déve-

loppé des initiatives parallèles de caractère plus politiques pour mettre fin à la guerre d'Algérie.

François Borella (vice-président 1955-56), qui a été la grande référence des « minos » durant cette période, a rendu compte de la préparation, du déroulement et des résultats de la « Conférence nationale étudiante pour une solution du problème algérien » qui s'est tenue en marge de l'UNEF à Paris en juillet 1956. Pendant deux jours, étudiants français, algériens et libéraux d'Algérie ont préparé des résolutions qui ont fait l'objet d'une brochure diffusée à 7000 exemplaires. Il est significatif qu'une large part de leur contenu se soit retrouvé... hélas ! 6 ans plus tard, dans le texte des accords d'Evian. Il a rappelé aussi la répression dont il a été victime de la part du gouvernement, comme plus tard de l'OAS. Ensuite, Bernard Archer (Président 1959) a évoqué le second épisode de la relation UNEF-UGEMA, dans le contexte d'une rupture officielle de ces relations, des risques de scission du mouvement étudiant et d'un changement de régime avec l'accession du général de Gaulle au pouvoir. Il a rappelé les initiatives de l'UNEF pour mobiliser les associations de jeunesse face à la guerre et pour soutenir les étudiants algériens emprisonnés.



Jean Lecuir et Pierre Gaudet. © Michel Langrognnet

Dominique Wallon (président 1961-62) a fermé la période en évoquant la reprise des relations avec l'UGEMA (congrès de Tunis en juillet 1960) et la constitution d'un front commun avec les organi-

sations syndicales ouvrières (manifestation du 27 octobre 1960 avec FEN, CFTC, FO région parisienne). Tandis que le gouvernement favorise une scission avec la création de la FNEF, l'UNEF s'inscrit dans la perspective d'un cessez-le-feu et d'une négociation qui sera conclue seulement en mars 1962. L'UNEF, victime de l'OAS, participe à la grande manifestation qui suit les affrontements meurtriers de Charonne (février 1962).



Jacques Julliard et Robert Chapuis. © Michel Langrognet

Après que Robert Chapuis a rappelé l'invitation faite à plusieurs anciens dirigeants de l'UNEF de fêter à Tlemcen en 2005 le 50^{ième} anniversaire de la création de l'UGEMA, s'ouvre la seconde table ronde sur un thème transversal : « **la question morale, l'enjeu démocratique et l'action syndicale** ». Son animateur, Pierre-Yves Cossé (président 1957-58), rappelle d'abord les principes qui guidaient l'action de l'UNEF durant cette période et le contexte dans lequel elle évoluait. Il souligne que le projet d'une lettre au président de la République pour dénoncer la répression contre les étudiants algériens montre que dès 1957, l'UNEF s'engageait contre la guerre. A la défense des libertés, des droits de l'homme et des institutions démocratiques, s'ajoute celle des sursis dont va parler Jacques Freyssinet (président 1959-60). Les sursis n'étaient pas un privilège, comme le faisait croire le gouvernement, mais un droit qu'il fallait garantir. L'UNEF en a fait le point d'appui d'une pédagogie à l'égard de l'opinion étudiante, mais aussi publique : on ne devrait pas sacrifier l'avenir du pays à la poursuite de la guerre. Cette action permettra de faire avancer la prise de conscience de la nécessité d'une négociation pour une réconciliation entre la France et l'Algérie. Le congrès de Lyon approuve le rapport moral du bureau national par 80 % des voix, ce qui permet le

rétablissement des relations avec l'UGEMA en juin 1960.

Guy Coq (VP 1959-60) insiste sur cette pédagogie qui marquait l'action syndicale de l'UNEF. Elle s'appuyait sur les revendications propres au mouvement étudiant dans les domaines universitaires, concernant les études, les bourses, les conditions matérielles : les protestations de l'UNEF contre la torture et les atteintes à la morale civique, pouvaient être d'autant mieux entendues que les intérêts immédiats des étudiants étaient bien défendus. Il ne s'agissait pas d'une mobilisation « partisane » contre la guerre, mais d'une défense des intérêts bien compris des étudiants, comme le souligne à son tour André Larqué (VP 1960). Celui-ci témoigne de l'audience internationale acquise par l'UNEF durant cette période. Si le milieu étudiant comme l'opinion française en général, ne réagit guère à la fin de la 4^{ème} République, l'UNEF est cependant à la pointe de la vigilance et de la protestation contre les atteintes à la démocratie. Ce faisant, par sa large représentativité, elle garde toute sa légitimité, malgré les coups que lui porte le gouvernement (arrêt des subventions, création de la FNEF).



Prisca Bachelet. © Michel Langrognet

Après un repas dont le buffet avait été dressé par les bons soins de Pierre Montacié, dans le foyer de l'auditorium, les travaux ont repris l'après midi sur le thème de « **l'UNEF au cœur de solidarités associatives, syndicales, internationales** ». Pierre Gaudez (président 1960-61) donne le cadre du débat de cette troisième table ronde. Il rappelle que l'Université était alors fort différente de celle d'aujourd'hui : guère plus de 200.000 étudiants, un milieu assez fermé, plutôt bourgeois, centré

sur la licence, peu tourné vers la recherche... L'UNEF fédère près de la moitié des étudiants. La « mino » mène durant la période de la guerre d'Algérie une pédagogie qui va en faire le cœur de solidarités nouvelles avec la jeunesse et le monde du travail.



Emmanuel Zemmour et Evelyn Burguière. © Michel Langrognet

Georges Danton (président 1958-59) évoque la formation du GEROJEP. L'UNEF y côtoie les organisations de jeunesse et d'éducation populaire : une déclaration commune en 1958 montre que l'UNEF n'est pas isolée, contrairement aux espoirs du nouveau gouvernement. Au congrès de l'UIE à Pékin, l'UNEF parvient à faire comprendre - du moins en coulisses - le sens de son action qui se veut à la fois engagée et respectueuse de sa large représentativité. Le syndicat étudiant noue des contacts avec les syndicats ouvriers, fort réticents au premier abord. Jean Lecuir (VP 1959-60) développe cet aspect en rappelant les liens qui se sont construits peu à peu avec la CFTC à travers sa minorité « Reconstruction » et avec une partie de Force Ouvrière. La FEN est également associée, tandis que la CGT garde ses distances. La manifestation du 27 octobre 1960 sera l'aboutissement de ces contacts et constituera une étape essentielle dans la lutte contre la guerre d'Algérie.

L'UNEF s'efforce de conserver son unité et sa légitimité, en montrant que les mêmes valeurs irriguent son action universitaire et son action plus « politique » concernant l'Algérie. Charles Josselin (VP 1959-60) rappelle que c'était le sens d'une brochure décidée par le congrès de Strasbourg, qui est restée malheureusement assez confidentielle. Il en présente un exemplaire, retrouvé comme par miracle avant la journée d'étude !

Plusieurs interventions, y compris celles de camarades algériens, montrent que l'UNEF a représenté durant cette période une référence morale tout autant que politique, en donnant tout son sens à la qualité de « jeune travailleur intellectuel » que la charte de Grenoble reconnaissait à l'étudiant.

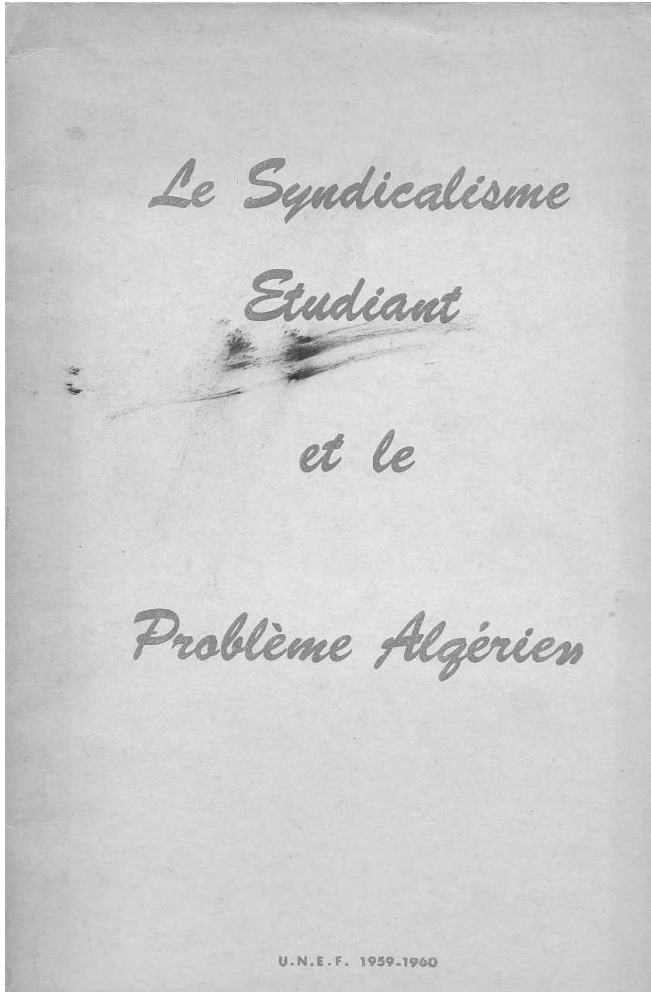
Une dernière table-ronde visait à prendre du recul sur la période 1954-62 : « **quel bilan, quel héritage a-t-on légué aux étudiants d'aujourd'hui ?** ». Jean-Claude Roure (président 1962-63) apporte d'abord son témoignage : cette action a été un véritable apprentissage pour toute une génération qui s'est engagée sur des valeurs au titre d'une collectivité dont ils se sentaient responsables. Elle a été doublement efficace : dans l'immédiat, par les solidarités mises en œuvre, à long terme, dans une conception de l'action politique qui contribuera au renouveau de la gauche.



Robert Chapuis, Jacques Julliard, Jean-Claude Roure, Paul Bouchet, Emmanuel Zemmour, François Borella. © Robi Morder.

Il donne ensuite la parole à deux grands témoins de la période, puis aux deux présidents des associations qui ont organisé la journée. François Borella rappelle son engagement personnel après 1962, dans l'Algérie indépendante. Il poursuivait ainsi une action fondée sur les principes essentiels de la République. Pendant plusieurs années, il s'efforce de donner à la nouvelle université d'Alger une composante juridique de bonne qualité. Au final, il rencontre trop de méfiance et constate que l'islamisation a créé des obstacles difficiles à surmonter : l'Algérie doit inventer un modèle propre à concilier Islam, modernité et valeurs démocratiques. Jacques Julliard, pour sa part, a trouvé dans la lutte contre la guerre d'Algérie une énergie créatrice qui correspond à

des grands moments de notre histoire comme le furent l'affaire Dreyfus, la Résistance ou Mai 68.



Brochure imprimée par l'AGE de Lille. Le principe en avait été décidé au congrès d'avril 1959, et c'est finalement au congrès de 1960 qu'elle est présentée. Fonds documentaire Cité des mémoires étudiantes.

Ce sont des ruptures qui engagent toute une génération.

Le président de l'UNEF, Emmanuel Zemmour, parle pour sa génération en même temps que pour son syndicat : dans un monde plus ouvert, la jeunesse aspire à une société plus juste, plus démocratique, comme on l'a vu lors des « printemps arabes » ; c'est à la servir que travaille l'UNEF, pour lui permettre de réussir ses études et de prendre ses responsabilités. Ce rôle d'avant-garde, c'est précisément ce que souligne Paul Bouchet, le président de l'Association des Anciens de l'UNEF, qui fut aussi l'initiateur de la charte de Grenoble en 1946. Ce sont les mêmes valeurs qui ont inspiré sa génération et celle des luttes contre la guerre d'Algérie. Elles constituent un héritage dont doivent se saisir les jeunes générations et particulièrement ceux qui sont à

l'Université et doivent en tirer bénéfice pour la société toute entière. Il insiste sur le devoir de vérité qui s'impose à tout intellectuel, y compris au « jeune travailleur intellectuel ».

La journée s'est terminée à nouveau au foyer de l'auditorium par un cocktail offert par la Mairie de Paris qui a généreusement contribué au succès de cette rencontre.

Les actes de la journée du 12 octobre sont en préparation. Ils seront accompagnés de plusieurs annexes documentaires.

Robert Chapuis



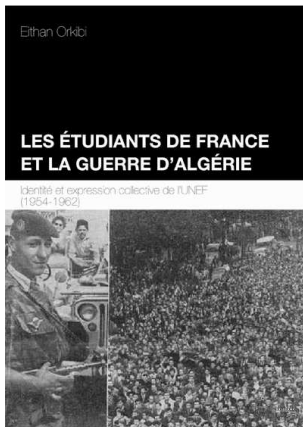
Le repas convivial. © Michel Langrognet

Le groupe préparatoire de la journée du 12 octobre était composé de : Roger Barralis, Robert Chapuis, Pierre-Yves Cossé, Jean-Pierre Delaville, Jacques Delpy, Michel Langrognet, Pierre Montacé, RobiMorder, Jacques Sauvageot.

On peut se procurer le texte de Michel de la Fournière, « Les étudiants et la guerre d'Algérie », (1988)- 5 euros, au profit des enfants d'Haïti- en écrivant à : Thérèse de la Fournière-9 rue St Marc, 45000 Orléans.

Les étudiants de France et la guerre d'Algérie

Eithan Orkibi Editions Syllepse
(collection Germe), Octobre 2012



Eithan Orkibi est un jeune chercheur israélien, professeur de sociologie et d'anthropologie à Tel-Aviv, qui se spécialise sur les questions de rhétorique. Il recherche, à travers les discours, la façon dont se constitue une identité collective, ce qu'il appelle un « ethos collectif ». Pour lui, « ce n'est pas seulement un instrument rhétorique ou un produit discursif : il est, comme le montre notre cas, un objet de construction sociale, l'expression collective d'un milieu qui véhicule un changement social et une transformation culturelle ». Le cas dont il s'agit, c'est ce qui donne son titre à son ouvrage : l'évolution de l'UNEF entre 1954 et 1962 face à la guerre d'Algérie.

L'« ethos », qui est à la base du français « éthique », exprime depuis Aristote, à la fois un comportement et un système de valeurs. On le rapporte le plus souvent à l'individu, à une morale individuelle. Avec Eithan Orkibi, on dépasse doublement cet aspect, parce que l'analyse porte sur une collectivité, mais aussi parce qu'on la considère en mouvement, dans une projection d'elle-même qui ne se réduit pas à une idéologie et prend une dimension « historique ». C'est un fait de génération et pas seulement un lieu ou un moment particulier.

Ce faisant, l'auteur nous livre une étude extrêmement complète de la période, avec des extraits significatifs des discours, des articles de presse, des interventions diverses des acteurs, dirigeants de l'UNEF ou commentateurs externes. On suit les étapes dans

une continuité qui intègre des positionnements différents selon une même logique, celle d'une « mine » qui va devenir majoritaire mais conserver pourtant son appellation. Au départ, il y a une conception « syndicale » qui se construit chez les étudiants catholiques (la JEC universitaire) et les étudiants socialistes (de la SFIO au PSA, puis PSU). Les uns et les autres se définissent, en rupture avec leurs hiérarchies (Eglise ou parti), comme des forces autonomes, qui trouvent leur définition à travers la charte de Grenoble et l'évolution de l'UNEF en véritable syndicat (syndicat : la capacité de dire ensemble...). Prenant des responsabilités dans les AGE, les uns et les autres vont élargir la base « laïque » de l'organisation et donner une nouvelle impulsion à un mouvement représentatif de la masse des étudiants, donc légitime, en terme d'institution. Les dirigeants nationaux s'efforceront, dans l'esprit de la charte de Grenoble, de conserver à l'UNEF sa représentativité et sa légitimité syndicale tout en apportant les réponses politiques qu'exige la situation, c'est-à-dire le développement de la guerre d'Algérie, dans l'esprit de la Charte de Grenoble. A cet égard, « l'affaire des sursis » a été tout à fait emblématique.

Cette pédagogie de masse permettra, malgré les menaces de scission ou les scissions elles-mêmes, de faire évoluer l'opinion étudiante et, par l'action commune avec les organisations de jeunesse (GEROJEP) et les syndicats (manifestation du 27 octobre 1960) de contribuer à l'évolution de l'opinion publique, pour mettre fin à la guerre d'Algérie.

Le livre montre bien que l'engagement moral et politique de l'UNEF, y compris dans sa relation avec les étudiants algériens, a toujours su garder un caractère syndical, ce qui a fait sa force et son originalité. La qualité d'étudiant est par nature éphémère, mais la création de cet « ethos collectif » lui a donné une permanence qui a fait de l'UNEF un acteur essentiel de la période.

Merci à Eithan Orkibi d'avoir su comprendre et traduire le sens de notre engagement. La génération de la

« guerre d'Algérie » s'est bien retrouvée dans son ouvrage !

Robert Chapuis

A NOTER AUSSI

Stéphanie Grousset-Charrière *La Face cachée de Harvard La socialisation de l'élite dans les sociétés secrètes étudiantes*. La Documentation Française, Paris, Mars 2012 Dans cet ouvrage (prix du concours de l'OVE 2011) l'auteur, montre comment, au cœur des plus grandes universités américaines, se maintient une élite de prééminence via des sociétés secrètes et comment, à travers leur fonction socialisatrice, elles ouvrent un accès à l'élite des plus grands dirigeants nationaux et mondiaux.

Pierre Moulinier. *Les étudiants étrangers à Paris au XIXe siècle. Migrations et formation des élites*. Presses universitaires de Rennes, janvier 2013. Auteur de *La naissance de l'étudiant moderne*, et de nombreux articles sur les étudiants étrangers, Pierre Moulinier est membre du Germe et du réseau « Les migrations étudiantes en Europe ». Le livre, préfacé par Victor Karady, évoque la vie quotidienne, matérielle et intellectuelle, des étudiants étrangers, leurs lieux de réunion, leurs activités politiques et sociales et les relations qu'ils peuvent nouer avec leurs compatriotes ou leurs camarades français.

Rapport de l'Inspection générale de l'éducation nationale. *Les élections des représentants des étudiants au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche*

http://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/2012/42/4/2012-120_CNESER_231424.pdf

Ce rapport constitue le second volet de la mission confiée à l'inspection générale sur le déroulement des récentes élections des représentants étudiants au CNESER.

DERNIERE MINUTE A la suite d'un recours des étudiants de l'UNEF, Le tribunal administratif de Paris a annulé l'élection des représentants étudiants au CNESER. Nouvelles élections prévues en janvier 2013.

Réunion avec la LMDE

Conformément à la demande du CA Céline Martinez a organisé, le 22 novembre 2012, une rencontre avec Vanessa Favaro, nouvelle présidente de la LMDE. Notre association ne peut que rappeler l'importance qu'a joué la création de la Sécurité sociale étudiante et sa mise en place pour l'UNEF ; mais l'explosion du nombre des étudiants, la complexité et la technicité des problèmes apparus placent incontestablement la mutuelle dans un contexte nouveau. Après que les administrateurs aient procédé à un tour de table où se mêlaient questions et suggestions, la présidente de la LMDE n'éluda aucune explication ; la situation de la mutuelle est saine, confortée par l'appui de la MGEN, en dépit des tours de vis imposés sur le calcul des remises de gestion ; la structure présente une certaine fragilité à laquelle une réforme d'organisation interne réalisée l'an dernier a répondu (tout en provoquant certains retards temporaires) ; des enquêtes de satisfaction sont périodiquement réalisées qui confirment l'attachement des étudiants à leur mutuelle même si nombreux sont les étudiants qui ont besoin qu'on leur explique les fondement et mécanismes des cotisations appelées, tandis que la gestion par les représentants élus des étudiants-tout les deux ans- constitue un apprentissage à la gestion et à l'économie sociale ; les liens avec l'UNEF sont fréquents et confiants ; les relations avec les autres mutuelles étudiantes ont été également évoquées En un mot, un tour d'horizon de près de deux heures, très cordial et instructif.

Jacques Delpy

Régime et mutualité étudiants : bref rappel

Alors que le régime étudiant de sécurité sociale est attaqué et que sa spécificité est contestée, il convient de revenir sur les origines pour rappeler qu'il s'est agi d'abord et avant tout d'une conquête du mouvement étudiant, et précisément de l'UNEF, alors « syndicat unique de la classe étudiante » (comme le disait *Le Figaro* en 1956). Ceci n'allait pas de soi, tant pour ceux qui ne faisaient pas confiance à la jeunesse pour s'occuper de ses affaires, et même à l'intérieur du mouvement quand certains proposaient d'affilier les étudiants aux régimes de leurs futures professions. Rappelons encore et toujours le rôle de notre regretté Charles Lebert, que l'on considérait comme le « père de la sécurité sociale étudiante ». Application de la charte de Grenoble (« en tant que travailleur, l'étudiant a droit à la protection sociale »), mise en pratique d'une gestion étudiante (création de la mutuelle), tant que le syndicalisme étudiant était uni et fort il a été en mesure de contenir les tendances et dérives que l'on a connu par la suite. (1).

La situation actuelle est bien évidemment différente de celle de 1948, mais les enjeux et les questions demeurent : comment faire vivre un mutualisme étudiant à la fois professionnel et militant, efficace et démocratique.

Robi Morder

- (1) Pour aller plus loin, Jacques A. Gau, *Le régime de sécurité sociale des étudiants*, LGDJ, 1960 ; Robi Morder, « Eléments pour une histoire politique de la MNEF », *Cahiers du Germe*, spécial n° 4, 2004, disponible sur le site <http://www.germe.info/kiosque/mnef.pdf>

Imprimerie Celia-Copie, 6 rue des Petits-Hotels 75010 PARIS

Conseil d'administration de l'AAUNEF

BARRALIS Roger (BN 1969/70)
BOUCHET Paul (AG Lyon 1944/46 ;
Charte de Grenoble 1946)
BREUIL Roger (BN 1956/57)
CHAMBON Fabrice (BN 2001/2005)
CHAMBON Raphaël (BN 2000/2005)
CHAPUIS Robert (BN 1954/56)
COSSÉ Pierre-Yves (Pdt 1957/58)
DELAVILLE Jan-Pierre (BN 1962/63)
DELBEGUE Jean-Paul (BN 1952/54)
DELPY Jacques (BN 1954/55)
GUELMAN Nicolas (BN 1954/55)
HOCQUARD Jean-Jacques (BN 1961/64)
JEUDY Mila (BN 2004/2008)
LACHAUD Pierre-Marc (BN 1956)
LANGROGNET Michel (BN 1961/62)
MARTINEZ Céline (BN 1998/2001)
MONDAN Michel (BN 1953/55)
MONTACIÉ Pierre (BN 1967/68)
MORDER Robi (BN UNEF-ID 1980/84)
NEUSCHWANDER Claude (BN 1956/58)
PERRIN Jean (AGEMP 1952/53)
REGNIER Christian (FEP 1960/62)
ROSS Thérèse-Anne (Pdte FGEL 1947/49
puis BN)
ROURE Jean-Claude (Pdt 1962/63)
SAUVAGEOT Jacques (Pdt 1968/69)
THOMAS Mijo (BN 1969/70)
ZEMMOUR Michaël (BN 2005/2008)

Bureau

Président d'honneur : Pierre ROSTINI

Président : Paul BOUCHET

Vice-présidentes : Céline MARTINEZ ,
Thérèse-Anne ROSS

Secrétaire général : Nicolas GUELMAN

Trésorier : Jacques DELPY

Secrétaire général adjoint : Roger
BARRALIS

Trésorier adjoint : Pierre MONTACIÉ

Membres : Fabrice CHAMBON, Pierre-Yves
COSSE, Jan-Pierre DELAVILLE, Jean-
Jacques HOCQUARD, Robi MORDER,
Christian RÉGNIER, Jean-Claude ROURE